

Un accueillant terriil vert au Pays Noir

Gérald Hanotiaux

Animateur CSCE, gerald@asbl-csce.be

Des personnes sans abri se sont installées sur un terriil situé à Dampremy, à vingt minutes de marche du centre de Charleroi. Cette partie du Hainaut connaît aujourd'hui une situation sociale plus que problématique, elle qui connut jadis une prospérité industrielle et charbonnière. Le vestige de cette prospérité, ce terriil devenu colline recouverte d'une flore abondante, accueille donc aujourd'hui les déclassés de notre société libérale. Symbolique retour de l'histoire.

Nous connaissons tous la désormais célèbre boutade socialiste d'il y a bientôt quinze ans : en 1993 Laurette Onkelinx annonça la possibilité légale de réquisition des bâtiments vides par les bourgmestres, pour loger les sans-abri. Depuis, lorsque ces derniers pallient l'inertie des élus en investissant l'un de ces bâtiments de Charleroi ou d'ailleurs, nos fonctionnaires de police procèdent à l'évacuation des lieux, déposant sur le trottoir gens, meubles et vêtements. Il est pourtant clair que Charleroi est une ville qui manque de certaines choses mais pas de bâtiments vides, ni hélas de sans-abri.

Nul doute, étant données les directions prises par les politiques économiques et sociales de l'Union européenne, que les problèmes de pauvreté et de manque de logement vont connaître une courbe ascendante dans un avenir proche. Les types de solutions d'urgence vont donc devoir se multiplier pour répondre concrètement aux besoins. Nous avons voulu nous mettre à l'écoute d'une initiative récente et originale. Rencontre avec l'initiateur de cette nouvelle vie collective carolorégienne, Denis Uvier, travailleur social de rue dans la grande ville hennuyère.

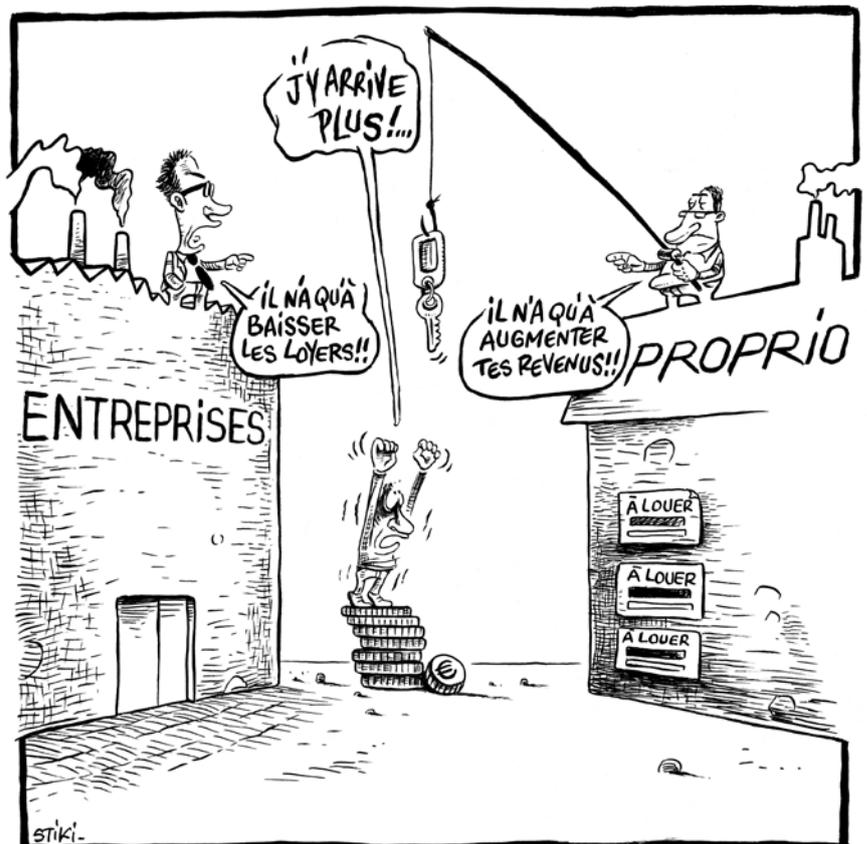
Ampleur du problème

Parcourir le chemin du centre de Charleroi jusqu'au terriil est très indicatif du niveau de pauvreté régnant dans cette ville, le pays est socialement très noir. En octobre 2006, le

taux de chômage y était de 30 %. Nous demandons à ce travailleur de terrain de décrire l'ampleur du manque de logement dans cette ville. « C'est bien évidemment très difficile de chiffrer une problématique telle que la vie à la rue. Il y a cinq ou six ans, la police a tenté un recensement et est arrivée à un nombre oscillant entre 500 et 600 personnes. Il est cependant nécessaire de relativiser car, un exemple parmi d'autres, le recensement ne tient pas compte des gens vivant en foyer, qui sont considérés comme sortis de la condition de SDF. Or,

du jour au lendemain, ils risquent de retourner à la rue ! »

Il considère un nombre de 1.000 personnes comme plus réaliste, accumulant les différents types de problématiques vécues. Les raisons menant à la rue sont nombreuses mais la tendance politique actuelle, s'attaquant aux pauvres plutôt qu'à la pauvreté, les amplifie et les multiplie. Au rayon nouveautés, le « service dispo » de l'Office National de l'Emploi (ONEm) : « vous êtes bien sûr au courant que les contrôleurs de l'ONEm convoquent les chômeurs



en leur demandant de prouver qu'ils cherchent du travail et les excluent s'ils pensent le contraire. L'année passée, sur 120 personnes sans abri que je côtoyais régulièrement, il y en avait 10 exclues du droit aux allocations de chômage de cette façon ». En guise d'étapes de parcours de vie, l'ONEm décide que le chômeur ne cherche pas assez activement ce qui n'existe pas, l'exclut du droit aux allocations de chômage, et s'ensuit l'impossibilité de payer le loyer et l'expulsion du logement, pour terminer en bord de Sambre à quémander la pitance.

Des dispositifs sociaux insuffisants

L'association Solidarités Nouvelles, au sein de laquelle travaille Denis Uvier, constate en permanence les insuffisances criantes des dispositifs d'urgence pour les sans-abri de Charleroi. Une situation face à laquelle des initiatives s'imposent. Le principe de base de cette action s'ancre dès lors dans le constat, par un travailleur de terrain, des limites du fonctionnement institutionnel, et la nécessité de travailler différemment avec les personnes touchées par la pauvreté.

L'installation sur le terril est l'aboutissement d'un travail déjà long. L'idée a démarré il y a deux ans, par la présentation au conseil communal de Charleroi des plans d'un architecte montrant des igloos formés de sacs de sable. Ce plan, élaboré pour des pays en guerre, visait la construction rapide d'abris pour les familles fuyant leur logement dans l'urgence. Denis Uvier proposait aux élus l'adaptation du projet sur un terril, au bénéfice des déclassés de la guerre économique libérale. Rencontrant au mieux du scepticisme et au pire du mépris, l'idée est finalement abandonnée dans un contexte de relative augmentation des places d'urgence en centres d'accueil.

Fin de l'année 2006, de nombreux sans-abri installent un campement de tentes le long du canal Saint-Martin à Paris, ce sera le mouvement très médiatisé dit des « Enfants

de Don Quichotte ». Une démarche semblable s'initiera à Charleroi, bien plus compliquée et problématique que dans la capitale française. *A Paris une bonne part de travailleurs sont sans logement, les habitants de la rue à Charleroi sont globalement plus désocialisés. Mener cette action sur les quais fut très difficile et il fallut gérer de nombreux problèmes de violences, internes et externes. Parmi les occupants il y avait des toxicomanes, des prostituées, la « vraie faune de la nuit » de Charleroi, qui pouvaient être violents entre eux ou s'adonner à des règlements de comptes. Et de l'extérieur des gens venaient uriner sur les tentes, jeter des mégots qui passaient à travers la toile, d'autres prenaient les affaires et les jetaient dans la Sambre. Hé oui, les gens vont emmerder plus pauvre que soi. La misère attaque la misère parce qu'une stratégie bien connue du pouvoir est de monter les gens les uns contre les autres. Et ça marche. Et vu que certains veulent se défouler... » Une fois que ce ne fut plus tenable, l'idée du terril revint à la surface.*

Vouloir broyer du vert

Plantons le décor. Au pied du terril, juste avant l'escalier sculpté dans la côte oblique, cet écriteau sur un arbre prévient le visiteur : « Direction du plateau d'Alésia, village d'irréductibles SDF ». Au sommet des marches, l'impression est d'emblée positive et l'accueil chaleureux. A deux pas des coronas de Dampremy, le contraste est étincelant, nous sommes au centre d'une nature abondante. Un enclos retient quelques poules et canards, un potager varié est installé, un second en préparation. L'eau de vaisselle est filtrée par un système de phyto-épuration composé de plantes et d'un sable spécial dont le résultat est une eau pure arrosant les légumes en devenir. L'entrée du bosquet recèle des toilettes sèches. Une grande tente abrite la cuisine collective. Et enfin, nous pouvons voir les tentes colorées abritant les êtres composant cette collectivité locale d'un genre nouveau.

La quasi-totalité des terrils de la région appartient aujourd'hui à des particuliers ou à des sociétés immobilières ou industrielles, celui-là est la propriété de la ville de Charleroi. Pour l'instant, aucun ennui n'est à déplorer avec les autorités, l'action semble même susciter leur intérêt. « J'ai des contacts avec ceux qui s'occupent du logement à Charleroi, ils me disent : qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Pour l'instant on vous observe, on parle des sans-abri du terril à tous les conseils communaux, mais qui va aller vous chercher des noises alors que vous nous donnez une leçon de civisme et d'écologie ? Et que vous avez mis en place un moyen pour héberger des gens pour lesquels nous n'avons aucune solution ? » Du côté du CPAS, on fournit des colis de vivres. Quant à la police, elle a reçu l'ordre d'envoyer des agents vérifier de temps à autre si tout va bien.

Pour ceux qui se sont installés à cet endroit, bénéficier d'un endroit palliant les besoins en nourriture et en abri permet de se poser un brin. « Les gens n'ont plus l'oppression du manque de nourriture, ils peuvent manger, sont rassasiés et peuvent se reposer. Il y en a plusieurs qui ont recommencé à travailler, certains boivent beaucoup moins, mais surtout il s'agit d'une expérience de vie et d'un apprentissage de vie collective. Ce ne fut pas toujours simple, il m'est arrivé de trouver la tente de réserve de nourriture allégée après un pillage nocturne. J'ai dû expliquer à certains qu'à présent les ressources en nourriture sont collectivisées, qu'on partage et qu'on prépare à manger en groupe. Au départ j'étais ici 24h/24, maintenant les choses s'organisent de mieux en mieux collectivement ».

Avantage collatéral pour le quartier : une vie sociale positivée

Si le manque de logement trouve ici une solution alternative, ce contexte entraîne également à sa suite une série d'autres évolutions positives, centrées sur l'intérieur du projet et ses participants, mais projetant également vers l'extérieur, le quartier et



la vie locale. Quels sont les rapports des membres du projet avec leur nouvel environnement ?

En réponse à cette question, Denis Uvier raconte spontanément l'histoire des contacts avec les habitués du terrain de basket, au pied du terriil. Des termes disqualifiants fusaient parfois : « Hé les SDF, sales SDF ! ». Demi-tour : « vous m'insultez, je vais donc prévenir vos parents et porter plainte ». Après discussion il s'avère que les enfants ne font que répéter les mots de leurs parents. Proposition leur est alors formulée de réfléchir et rencontrer les occupants du terriil. « Une demi-heure plus tard, ils étaient là pour découvrir la réalité et poser des questions. Avec un des gars, je leur demande : lequel de nous deux est le plus SDF? Avec ma barbe, mes cheveux longs et

mon chapeau de cuir, ils me désignent. Mon compagnon lui dit : ben non, c'est moi ! » Les enfants écarquillent les yeux : « Mais il est tout propre ! » Une constructive modification de l'image faussée d'une problématique sociale.

Après avoir manifestement revu leur jugement, ces jeunes se verront proposer le rôle de médiateurs avec le quartier. « Deux jours plus tard ils sont revenus avec leurs parents, et pas pour gueuler, pour discuter ! Avec ce discours : les enfants ont parlé de vous et on est venu voir. Plusieurs personnes se sont excusées pour leur point de vue négatif du départ. Ils ont fait le tour du terrain, ont parlé avec des gars d'ici... Ils avaient totalement revu leur jugement social ! Ils sont revenus nous apporter des choses : « on ne sait pas faire beaucoup mais tenez, on

a ça ». C'est de cette façon qu'on a commencé à avoir des visites du quartier. Jusqu'à aujourd'hui des gens nous apportent de la nourriture, du matériel... ». Voilà un véritable travail social de proximité modifiant les mentalités par le concret et la rencontre.

En ces temps moroses, beaucoup sont tentés de croire que l'époque a pour principale caractéristique l'égoïsme et l'isolement, nous voyons qu'il n'en est rien ! Dès qu'une initiative de proximité émerge, la solidarité sociale se met en branle et donne indéniablement des résultats. Un espoir pour le futur.

(1) Une évolution que la Belgique rejoint pour l'instant, des travailleurs ne pouvant plus se payer un logement s'ajoutant aux autres sans-abri. Pour la France, 29 % des SDF travaillent, leur durée moyenne de travail est de 32 heures par semaine, avec des salaires allant jusque 1500 euros. Il s'agit d'une conséquence inévitable de la précarisation du travail, la majorité travaillent en intérim ou avec des contrats instables, mais pas tous, certains ont un contrat à durée indéterminée, Insee Première n°925, octobre 2003.

Contacts

Solidarités Nouvelles : 071 303 677. Denis Uvier : 0472 715 718

Vous pouvez visionner le cours film « Des SDF sur un terriil », 23/05/2007, de Nadine Abril et Arnaud Grégoire, issu d'une collaboration entre l'Agence Alter et Katch'a sur http://www.alterechos.be/index.php?page=videoList&content=w rapper&display=video_list&v_id=20070515terriilTer&lg=1